



**HAL**  
open science

## Portrait. Martine Carrère : une trajectoire de notabilisation dans une ville socialiste

Marie Charvet

### ► To cite this version:

Marie Charvet. Portrait. Martine Carrère : une trajectoire de notabilisation dans une ville socialiste. Olivier Fillieule; Sophie Bérout; Camille Masclet; Isabelle Sommier. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, pp.776-778, 2018. hal-03890252

**HAL Id: hal-03890252**

**<https://hal.science/hal-03890252>**

Submitted on 6 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Martine Carrère : une trajectoire de notabilisation dans une ville socialiste**

Martine Carrère naît en 1943 dans le Loir-et-Cher, d'une fille d'agriculteurs et d'un élève instituteur chassé de Paris par la guerre. Le couple aura trois autres enfants. Béatrice grandit à Boulogne-Billancourt, près d'Issy-les-Moulineaux où enseigne son père. Son enfance est marquée par l'incarcération de son père, militant communiste, en 1952. Après sa libération, celui-ci cesse de militer et la politique est bannie du foyer. Martine est une adolescente solitaire : scolarisée loin de chez elle, dans un lycée choisi pour sa sévérité, et très surveillée par une mère qu'obsèdent les dangers guettant les filles, elle n'a pas d'amis. Les ambitions scolaires de ses parents sont limitées – très bonne élève, ils la voient pourtant au mieux institutrice, songeant même à l'apprentissage.

Reçue au baccalauréat en 1961, Martine s'inscrit en lettres modernes à la Sorbonne. Après avoir envisagé de passer l'agrégation, elle commence une thèse tout en travaillant au CNRS comme bibliographe. À la Sorbonne, elle fréquente des membres de l'Union des étudiants communistes qui s'appêtent à fonder l'Union des jeunesses marxistes-léniniste (UJCML), qu'elle rejoint. Elle participe à mai 1968 puis l'UJCML l'envoie s'établir à Nice comme vendeuse. A l'automne toutefois, Martine revient à Paris et réintègre son emploi. Avec l'UJCML elle mène des actions antifascistes., avant de prendre part, fin 1968, elle prend part à la création de la Gauche prolétarienne (GP). Elle y rencontre Claude, issu de la grande bourgeoisie. En 1969 le couple est envoyé s'établir à Nantes. Ils se marient sur l'insistance de Claude qui “pensait qu'il fallait faire comme la masse”. Martine travaille comme ouvrière jusqu'à la naissance d'un fils en 1972, alors que son mari est incarcéré en raison de ses activités militantes. Elle trouve ensuite un emploi de bibliothécaire à mi-temps à la faculté de droit, grâce à la doyenne, militante féministe. Martine milite intensément pendant les années 1970. Elle participe au journal militant APL (*Agence Presse Libération*) et à Radio Libre 44, née après la dissolution de la Gauche prolétarienne. Elle rallie aussi la cause des femmes : sensibilisée à l'avortement au contact des ouvrières, elle a aussi constaté les inégalités au sein des couples, même militants. Avec l'Assemblée générale pour la liberté d'avorter, regroupant à Nantes situationnistes, anarchistes et féministes, elle pratique de

nombreux avortements, sans rejoindre le MLAC. Au milieu des années 1970, elle crée avec des “copines” un groupe informel de soutien aux victimes de violences conjugales, dont naît le SOS Femmes nantais.

Peu après la naissance d'un second fils en 1976, Martine se sépare de son mari. La séparation l'isole de l'extrême gauche nantaise, dont les membres craignent de s'aliéner Claude, devenu journaliste à *Libération*. Elle rejoindra cependant le Cercle du Marchix, créé dans le sillage la défaite de la gauche aux municipales en 1983. Le divorce entraîne aussi des difficultés économiques. Martine projette d'entreprendre des études de droit mais ses charges familiales l'en dissuadent. À partir des années 1980, l'engagement féministe de Martine prend un tour plus institutionnel. Elle s'éloigne de SOS Femmes, dont elle critique la gestion et, en 1987, elle devient secrétaire générale du Centre d'information sur les droits des femmes (CIDF), complétant son temps partiel à l'Université. Au Cercle du Marchix, Martine a rencontré Fabien, un ancien radical passé au socialisme ; ils se mettent en ménage en 1988 et se marieront en 1996. Quand la gauche reprend la mairie en 1989, Fabien accède à des responsabilités auprès du nouveau maire. Martine participe à la création de l'Espace Simone-de-Beauvoir et est nommée déléguée régionale aux droits des femmes en 1991. Ce passage du côté des institutions est très mal pris par le milieu associatif et par l'extrême gauche dont elle est issue, qui lui reprochent aussi son union avec un pilier du socialisme nantais.

Cet ostracisme survit à son départ de la délégation aux droits des femmes en 1994, d'autant qu'elle entre au Parti socialiste au milieu des années 1990 et s'engage dans une carrière d'élue locale. En 2001 elle rejoint l'équipe municipale. Elle s'implique à nouveau dans la vie de SOS femmes, participant à sa “reprise en main” par une nouvelle équipe. Si elle ne se représente pas en 2008, elle fait désormais figure de notable locale, décorée de la Légion d'honneur par le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes, et exerçant des responsabilités dans des structures associatives à vocation environnementale proches de la mairie.